

**Le « syndicalisme à la française » est-il en déclin ?** Le numéro deux de la CFDT répond à l'auteur de « Toujours moins ! », qui dénonce certaines pratiques syndicales

# Où vont les syndicats ?

## Le face-à-face Marcel Grignard – Dominique Andolfatto

**Le Nouvel Observateur/France-Culture.** – *Entre l'après-guerre et aujourd'hui, le taux de syndicalisation en France est passé de 40% à 7%. En Europe, des pays comme la Suède ou la Belgique ont vu, ces trente dernières années, le nombre de leurs syndiqués augmenter. Pourquoi le syndicalisme français a-t-il si peu d'adhérents au regard de ses collègues européens ?*

**Marcel Grignard.** – La raison la plus importante est que, dans la plupart des pays européens, pour bénéficier par exemple de l'assurance chômage en Suède ou en Belgique, il faut être syndiqué. De ce fait, la majorité des salariés se syndiquent. En France, ces systèmes sont paritaires depuis toujours. Les salariés n'éprouvent pas le besoin de se syndiquer pour un service dont ils bénéficient de toute façon. Deuxième élément concernant l'évolution du syndicalisme: la baisse de la syndicalisation est dangereuse mais elle n'est pas celle que vous décrivez. Au cours des cinq ou dix dernières années, presque partout en Europe, le syndicalisme perd des adhérents. Récemment, les syndicats suédois ont perdu plus de 10% de leurs effectifs car en 2007 le gouvernement a modifié les règles du droit social. Il a découplé le lien entre l'adhésion à un syndicat et l'assurance chômage. On constate en Europe que le syndicalisme s'adapte mal à des évolutions fortes de la société, du fonctionnement des entreprises et des nouveaux enjeux liés à la globalisation. On retrouve ce mouvement de fond à peu près partout dans le monde. Dans ce contexte, le syndicalisme français se maintient à un niveau très bas, mais il ne recule pas.

**Dominique Andolfatto.** – Il y a quand même une certaine singularité du syndicalisme français. La courbe de syndicalisation s'est effondrée depuis les années 1980. La resyndicalisation que la CFDT ou d'autres organisations attendaient ne s'est pas produite, et le déclin d'effectifs semble même s'accélérer ces dernières années. La deuxième caractéristique, c'est l'éclatement en huit centrales, au contraire

**Marcel Grignard**  
(à droite) est  
secrétaire national  
adjoint de la  
CFDT.



Maître de conférences en science politique à l'université de Nancy-II, **Dominique Andolfatto** (à gauche) est l'auteur avec Dominique Labbé d'une « Histoire des syndicats ». Ils publient chez Gallimard-Le Débat : « Toujours moins ! Déclin du syndicalisme à la française ».

de ce qu'on observe dans d'autres pays. Beaucoup ne comprennent pas tant de divisions. La politisation constitue une troisième caractéristique. Quand je dis « politisation », je ne veux pas dire que les syndicats sont à la remorque des partis politiques mais simplement que, pendant de nombreuses années – en tous les cas jusqu'aux années 1980 –, malgré leurs différences idéologiques, les syndicats avaient un accord tacite pour taire les divisions politiques et se préoccuper avant tout de la défense individuelle ou collective des

salariés. Depuis une vingtaine d'années, cet accord tacite est tombé, et cela a entraîné scissions et démissions. En découlent une image plutôt négative des syndicats auprès de beaucoup de salariés et aussi une perte d'énergie.

**N. O.F.-C.** – *Sur 24 millions de salariés en France, seul 1,8 million sont syndiqués. Andolfatto et Labbé écrivent dans leur livre que « les syndicats ont perdu leurs racines sociales et se sont transformés en machines lointaines et étrangères aux salariés ». Comment a-t-on abouti à l'existence de « syndicats*

*sans syndiqués » pour reprendre l'expression des deux sociologues, et comment en sortir ?*

**M. Grignard.** – La CFDT ne conteste pas la réalité d'un taux très faible de syndicalisation se situant autour de 7% à 8% des salariés. La CFDT a cependant 815 000 adhérents. Les syndicats doivent tout faire pour augmenter leur nombre d'adhérents. Cette situation dramatique résulte du fait que, pendant longtemps, le syndicalisme français n'a pas été un syndicalisme visant à produire par la négociation collective des résultats pour les salariés. Notre pays, contrairement à ses voisins européens, a beaucoup tardé à reconnaître la place du dialogue social et la négociation collective. Aujourd'hui encore, quand les syndicats obtiennent par la négociation collective nationale des avantages pour les salariés, ceux-ci ont tendance à considérer que c'est grâce à la loi et au Parlement et non grâce à l'action des syndicats.





F. Anquetin - Sipa

**D. Andolfatto.** – Le modèle syndical français reposait sur de nombreuses implantations dans les entreprises. Il y avait des équipes, des réseaux, des syndicalistes en relation directe avec les salariés. Il y avait quelque chose de vivant. Les syndicalistes étaient porteurs des identités professionnelles et au service de leurs collègues de travail. On est passé aujourd'hui à un modèle relativement désincarné. Tout n'a pas disparu, parce qu'il reste encore quelques centaines de milliers de syndiqués, même si beaucoup sont devenus invisibles. Mais le syndicalisme s'est également effondré dans la fonction publique, dans la santé. Là où il résistait, par exemple à EDF ou chez les cheminots, il recule aussi. La désindustrialisation est donc une des explications mais ce n'est pas la principale. On est passé à un autre modèle syndical, qui ne place pas au centre l'adhérent, un modèle tourné sur lui-même.

**M. Grignard.** – Dominique Andolfatto ne prend pas les bonnes lunettes pour regarder la réalité. Le monde a beaucoup changé. Oui, les effectifs des très grandes entreprises publiques ou privées ont fondu. Les externalisations ont conduit à des situations éclatées avec le développement d'une multitude d'emplois de services dans de petites entreprises. Et on observe ces dernières années que le syndicalisme a tendance à mieux s'implanter dans celles-ci. Ainsi, il y a probablement autour de 500 000 à 600 000 représentants syndicaux élus par les salariés. 80% d'entre eux

**Manifestation unitaire des syndicats, à Paris, le 19 mars 2009.**

le sont dans des entreprises de moins de 1 000 salariés. Les trois quarts le sont dans des entreprises de moins de 500 salariés. Or quand un délégué est élu par les salariés dans une entreprise de cette taille, il est forcément en contact direct avec eux. Il arrive que dans les très grandes entreprises il y ait une institutionnalisation du syndicalisme et que les délégués syndicaux centraux soient éloignés du syndicalisme de terrain et deviennent des sortes de bureaucrates. Mais cela ne représente que quelques pour cent du syndicalisme. On a tort de regarder le syndicalisme à travers les appareils nationaux. Il ne faut pas oublier les milliers de représentants élus par les salariés dans des entreprises petites et moyennes, qui font leur travail au quotidien en relation avec leurs collègues.

**N. O./F.-C.** – Dans « *Toujours moins !* », Andolfatto et Labbé écrivent : « *L'essentiel des ressources financières des syndicats proviennent non pas des cotisations mais de fonds versés de manière occulte ou officielle par les entreprises et les administrations.* » Cette dépendance vis-à-vis d'un argent ne provenant pas uniquement des cotisants compromet-elle l'indépendance des syndicats et surtout leur capacité de lutte ?

**D. Andolfatto.** – C'est un sujet difficile à traiter, parce que nous n'avons pas de données précises sur les ressources financières des syndicats. La CFDT publie quelques informations sur ce sujet, la CGT aussi. Quant aux autres organisations, elles sont muettes. Il y a donc beaucoup



d'inconnues, même s'il existe des rapports internes à la fonction publique ou de la Cour des Comptes, qui montrent qu'il y a de nombreux salariés mis à disposition des organisations syndicales et dont il est difficile globalement d'évaluer le nombre. C'est d'ailleurs là le principal trésor des syndicats. On estime qu'il y a au moins 20 000 personnes qui seraient mises à disposition des syndicats dans le secteur public ; peut-être 40 000, d'après des extrapolations qu'on peut faire sur la base d'informations disponibles pour EDF, l'éducation nationale ou la police. Ce sont des personnes détachées de leur emploi pour se consacrer à plein temps à l'activité syndicale. Les débats sur la loi sur la représentativité de 2008 ont permis de révéler que ces pratiques de mise à disposition existaient également dans le privé, et notamment dans les plus grandes entreprises, alors même que les employeurs s'exposaient à un risque d'abus de bien social. Mais la loi a légalisé ces mises à disposition.

**M. Grignard.** – Dans votre livre, vous dites qu'il y a 100 détachés à la confédération CFDT, or il y en a 31 ! La CFDT se bat pour la transparence des comptes. C'est indispensable. C'est inscrit dans la position commune qu'on a négociée avec le patronat et les syndicats, et que la CGT et nous avons

## « LA CFDT SE BAT POUR LA TRANSPARENCE DES COMPTES. C'EST INDISPENSABLE. » (M. GRIGNARD)

signée. Nous affirmons cette nécessité de transparence sur les ressources financières, ainsi que sur la mise à disposition des salariés du secteur privé. On va voir dans les semaines qui viennent la publication d'un décret, issu du travail que les organisations syndicales et patronales ont fait ensemble, pour obliger toute organisation à faire certifier ses comptes et à les rendre publics. Nous allons donc vers une transparence attendue et nécessaire. D'abord parce que les salariés ont le droit de savoir. Ensuite, la transparence qu'on exige dans la société, les syndicats doivent l'avoir pour eux-mêmes. La transparence en interne, la CFDT la pratique depuis longtemps, puisque ses comptes sont publiés, sont débattus dans l'organisation et sont rendus publics. Sur la question des mises à disposition, notamment dans le secteur privé, je vous fais remarquer qu'il y en a très peu. Pour une raison simple, c'est que globalement les employeurs n'en veulent pas. La mise à disposition, pour l'essentiel du secteur privé, comment ça se passe ? Un salarié a son contrat de travail dans une entreprise X ou Y. Il est détaché dans l'organisation syndicale. L'employeur continue à lui verser son salaire, mais refacture à l'organisation syndicale le coût du salaire et des charges. Ce n'est pas gratuit ! Et puis on a, dans de très rares grandes entreprises, un droit syndical global. Par exemple, selon les résultats d'une organisation syndicale aux élections, suivant les besoins qu'elle a pour fonctionner, on lui attribue un, deux ou trois postes de permanents. Quand il y a de très grandes entreprises avec des dizaines et des dizaines d'implantations sur le territoire français, le responsable syndical de l'entreprise doit se déplacer

de site en site, avoir des relations avec ses collègues à l'étranger, et des relations avec sa centrale. Il arrive que des militants qui ont ces tâches-là, plutôt que de les exercer dans l'entreprise, les exercent dans une fédération. C'est alors un droit syndical, négocié en toute transparence, utilisé pour une mise à disposition. Nous y sommes favorables parce que ça permet à des syndicalistes qui connaissent bien l'entreprise et sont en prise avec les réalités quotidiennes de venir travailler dans ce qu'on appelle l'« appareil », et transmettre ces réalités-là.

**D. Andolfatto.** – Concernant les détachés de la confédération CFDT, Marcel Grignard annonce un chiffre que nous n'avons pu vérifier. En revanche, on peut vérifier le nôtre en se reportant à nos travaux. Au fond, on doit se demander comment les confédérations ont multiplié leurs permanents alors que leurs effectifs s'effondraient ? D'où provient l'argent pour les payer ? Je veux bien croire que tout se fait dans la transparence entre vous et les entreprises. Mais pour les salariés de ces entreprises, pour l'opinion publique, il n'y a toujours aucune transparence. Et il n'est pas prévu que le décret en préparation fasse la lumière sur le sujet. Par-dessus le marché, l'obligation de certification des comptes ou de publicité financière ne concernera que les organisations qui

ont un budget de plus de 230 000 euros. Donc quid des autres ? Les comptes seront normalement déposés dans les mairies ou dans les préfectures. Mais quelqu'un qui voudra avoir une vision complète des ressources des syndicats ne pourra pas l'avoir, contrairement à ce qui se

passait pour les partis politiques.

**N. O./F.-C.** – *Quelle serait la mesure d'urgence pour revitaliser les syndicats français ?*

**D. Andolfatto.** – Je ferais mienne la formule du sociologue Michel Crozier : « On ne change pas la société par décret. » Ce n'est pas une réforme, quelle qu'elle soit, aussi bien ficelée soit-elle, qui va changer la vitalité syndicale. Si on veut avoir des adhérents, il faut aller les chercher dans les entreprises. Il n'y a pas de formule magique. Il faut aller à la rencontre des salariés, ce que ne font pas assez les syndicats. Il faut sortir du militantisme professionnel.

**M. Grignard.** – C'est effectivement le rôle des syndicalistes d'aller chercher les adhérents. Avec leur courage, et souvent beaucoup d'abnégation. C'est un travail difficile dans lequel nous devons progresser. Je regrette que le livre les vilipende. Ils méritent mieux que cela. La loi ne suffit pas, il faut du courage et de l'engagement.

**Propos recueillis par**

**GILLES ANQUETIL et FRANÇOIS ARMANET**



Ce débat sera diffusé en intégralité **ce jeudi 29 octobre** sur France-Culture dans l'émission du « Grain à moudre » de 18h20 à 19 heures. Il a été préparé avec les producteurs de l'émission Julie Clarini et Brice Couturier.